



Les textes reçus dans le cadre de ce cahier de recherche n'ont pas fait l'objet d'une révision linguistique. Ils sont présentés tel que soumis par leurs auteur.rices et peuvent contenir des erreurs ou des variations linguistiques.

À propos

Titulaire de l'octroi : Bérubé, Julie

Programme : Espace PERSEIS

Titre : Attirer et retenir les talents en région pour favoriser l'entrepreneuriat innovant au Québec

Numéro de demande : 340654

DOI attribué : <https://doi.org/10.69777/340654>





Table des matières



5 **Mot d'ouverture**

7 **Attirer et retenir les talents en région**

9 **Économie sociale**



11 Repenser le travail par les coopératives? L'entrepreneuriat coopératif dans les secteurs réglementés au Québec

13 Un modèle d'affaires adapté au XXIe siècle

14 Mesurer l'impact d'un projet entrepreneurial : des outils développés et testés par l'écosystème



16 Présentation de la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides

18 **Innovation**



20 L'économie présentielle : un modèle pour favoriser l'innovation et le développement en région au Québec ?

22 Entreprendre dans la connaissance : l'université comme moteur d'opportunités entrepreneuriales en innovation et santé numérique

24 Présentation de la startup Crewd.AI



26 **Accompagnement entrepreneurial**

28 Quand la sécurité financière freine l'engagement : un paradoxe de ressources dans l'entrepreneuriat hybride

30 Vers une meilleure intégration des acteurs : enseignements du diagnostic de l'écosystème entrepreneurial de Shawinigan



32	Table ronde – Accompagnement entrepreneurial en région
34	Entrepreneuriat artistique
35	Table ronde – Entrepreneuriat artistique en région
38	Ressource, santé et bien-être
40	Comment les entrepreneurs protègent-ils leur santé mentale ? Une revue systématique des leviers individuels, sociaux et organisationnels
42	Le sarrau entrepreneurial
44	Entrepreneuriat de la diversité
46	Fostering Innovative Small Businesses: The Role of Ethnic Entrepreneurship in Regional Development
48	Accompagner l'entrepreneuriat immigrant en région : vers un modèle d'incubation inclusif
50	Présentation de l'organisme Entreprendre ici
52	Attirer et retenir les entrepreneurs immigrants en région : résultats d'une évaluation d'impact et pistes d'action
54	Biographies



Mot d'ouverture

Cahier de recherche

Colloque PERSÉIS - Attirer et retenir les talents en région (18-19 novembre 2025)

C'est avec un immense plaisir que nous vous présentons ce cahier de recherche issu du Colloque PERSÉIS – Attirer et retenir les talents en région pour favoriser l'entrepreneuriat innovant au Québec, qui s'est tenu les 18 et 19 novembre 2025 au DigiHub Shawinigan.

Ce cahier vise à mettre en valeur les présentations qui ont composé ces deux journées. Plusieurs thématiques clés ont pu être abordées : économie sociale, innovation, accompagnement entrepreneurial, entrepreneuriat artistique, santé, bien-être et entrepreneuriat de la diversité. Des paragraphes introduisant les différentes thématiques, de même que les synthèses des panels ont été rédigés par Roméo Martial Tapang, de l'Université du Québec à Montréal.

Nous avons eu le grand plaisir de rassembler des participantes et participants, ainsi que des conférencières et conférenciers provenant de plusieurs régions du Québec, notamment de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Mauricie, Montréal, Montérégie, Outaouais et Québec. Cette diversité géographique témoigne de la vitalité du réseau entrepreneurial régional et de la force mobilisatrice de ce projet PERSÉIS, qui adopte une approche collaborative réunissant plusieurs actrices et acteurs du milieu entrepreneurial, issus tant du milieu pratique que du milieu universitaire et provenant de plusieurs régions du Québec. Favoriser cet effet rassembleur constituait l'un des objectifs centraux de notre initiative. Ce cahier se veut donc également une invitation à poursuivre le dialogue entre milieu universitaire et milieu pratique, dans le but de contribuer à un écosystème favorisant l'entrepreneuriat innovant au Québec.

Nous remercions l'ensemble des participantes et participants, des conférencières et conférenciers, ainsi que nos partenaires. Ce colloque s'inscrit dans le cadre de l'espace de recherche-société PERSÉIS, une initiative conjointe entre le Fonds de recherche du Québec et le Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec. La tenue du colloque a bénéficié d'un appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, ainsi que de la collaboration de l'Université TÉLUQ et de l'Université du Québec en Outaouais. L'événement a été organisé en collaboration avec le DigiHub Shawinigan.

Nous tenons à souligner tout le travail du comité organisateur, composé de Julie Bérubé, professeure à l'UQO, Nathalie Lachapelle, professeure à l'Université TÉLUQ, Maude Labrosse, directrice générale adjointe du DigiHub, ainsi que Naomie Allard, agente de concertation. Un

grand merci à toute l'équipe du DigiHub dans l'organisation et l'accueil, notamment à Véronique Touzin pour le soutien dans l'organisation et à Timothée Langlois pour la réalisation de nos [capsules vidéo](#). Organiser ce colloque à Shawinigan s'est imposé comme une évidence pour nous. En plus d'être l'incubateur partenaire principal de ce projet PERSÉIS, le dynamisme de cette région en faisait un lieu pleinement adapté pour réfléchir collectivement à notre écosystème entrepreneurial.

Nous espérons que ce cahier inspirera d'autres initiatives et encouragera la réflexion sur les manières de valoriser l'entrepreneuriat innovant et régional au Québec.

Bonne lecture!

Le comité organisateur

Attirer et retenir les talents en région

Le colloque Perséis a servi de plateforme pour rassembler des personnes du monde des affaires et de la recherche, leur permettant ainsi d'explorer ensemble des solutions novatrices pour favoriser l'entrepreneuriat innovant dans les régions québécoises. En effet, le colloque a incité les entrepreneur·es à sortir des sentiers battus, à tirer des enseignements de leurs échecs passés, à repousser les limites en concevant des solutions innovantes pour l'avenir des régions. Pour arriver aux innovations souhaitées, la co-construction et la créativité sont deux outils essentiels. Ils permettent de rassembler les acteurs, les savoirs, les expériences, et de pratiquer la recherche autrement.

En ce sens, Marie-Pierre Cossette propose d'utiliser tous les moyens de co-construction et de créativité pour transformer la recherche, l'entrepreneuriat et les personnes qui la font. En d'autres termes, les partenariats entre la recherche et l'entrepreneuriat pour développer des innovations reflètent une réelle volonté humaine : répondre aux besoins des communautés locales en région et favoriser le bien-être de l'ensemble des Québécoises et Québécois. Il est maintenant possible d'affirmer que l'attraction de talents en région est une priorité urgente, car les régions ont besoin de se dynamiser et d'accroître leur attractivité. Dans le même esprit, Pierre Claret suggère de favoriser l'esprit d'entreprise en encourageant les gens à prendre des risques. Cela pourrait relancer une dynamique au sein d'une communauté composée d'incubateurs, de chercheurs, d'entrepreneurs et de spécialistes qui se soutiendraient mutuellement. Pierre a poursuivi son discours en expliquant comment MAIN. peut intervenir 24 heures sur 24 pour des questions de santé mentale chez les entrepreneur·es, grâce à son projet parapluie qui offre des services de télémédecine et de santé mentale avec un Programme d'assistance personnelle et professionnelle (PAE).

De plus, l'équipe de MAIN est en mesure d'accompagner les entrepreneur·es en proposant des solutions pouvant favoriser le développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation au Québec, et ce, sur divers aspects. Cela nous amène à souligner que MAIN encourage les initiatives collectives qui favorisent la concertation et la mise en commun des ressources (humaines, financières, etc.). Une telle démarche peut inciter la co-construction, comme l'envisage le colloque Perséis.

Ensuite, les conclusions des deux premières étapes de l'étude « Attirer et retenir les talents en région pour favoriser l'entrepreneuriat innovant au Québec », dirigée par Julie Bérubé, Maude Labrosse, Nathalie Lachapelle et Naomie Allard, clôturent cette présentation inaugurale en trois points. Le premier montre que la recherche partenariale, en permettant de construire des liens avec les milieux pratiques et universitaires, favorise une démarche collaborative au sein d'un réseau diversifié (chercheurs, collaborateurs, incubateurs, agents de concertation) faisant le pont entre les différentes parties. Cela invite à réfléchir ensemble sur les questions suivantes : comment relever les défis liés à l'attraction de la main-d'œuvre spécialisée en région? Quels sont les avantages de s'installer en région et d'y créer des entreprises? Comment attirer des personnes pour favoriser le développement économique et social?

Le deuxième élément met en évidence le fait que la discussion avec un groupe de dix personnes (composé de chercheur·euses et de partenaires) a mis en lumière des aspects spécifiques des régions éloignées, révélant qu'elles offrent une accessibilité et une attractivité accrues pour certaines activités récréatives, favorisant ainsi l'épanouissement personnel et une plus grande sérénité (points forts). Il reste également beaucoup de défis à relever, notamment sur les ressources humaines, le logement, les transports d'importation, le marché restreint et la simplification des procédures administratives. D'où l'idée de mettre en concertation les régions comme l'Outaouais, la Mauricie, la Gaspésie, Lanaudière, etc. Cela permettrait de mettre en évidence les qualités de chacune d'elles et de mieux guider le développement d'un renforcement local. Le troisième point met en évidence le fait que la recherche partenariale (collaborative) peut créer un cadre de co-création qui implique de manière inclusive toutes les parties prenantes, tout en faisant émerger des savoirs. Cela se fait dans une vision transformatrice. Considérons que la co-création présente des avantages tels que la facilitation de l'ouverture à l'innovation par la remise en question, la recherche, l'accompagnement et la recherche de nouvelles solutions, tout en prenant en compte les défis du temps.

Ainsi, les chercheur·euses dans les milieux de pratique n'ont plus seulement pour rôle de collecter les données, mais aussi de mieux comprendre les réalités et les enjeux du terrain et de la recherche sans se baser exclusivement sur les théories. La collaboration entre les parties devient un outil crucial pour intégrer le monde de la recherche et celui de la pratique, plaçant l'agent de liaison au cœur de cette dynamique.

Économie sociale

Ce bloc abordait différents thèmes, dont «Repenser le travail par les coopératives? L'entrepreneuriat coopératif dans les secteurs réglementés au Québec» par Myriam Michaud, Marie-Pierre Bourdages-Sylvain et Jean-Luc Bédard; «Un modèle d'affaires adapté au XXI^e siècle» par Marie-Pier Garneau et Lyne Bouchard; «Mesurer l'impact d'un projet entrepreneurial : des outils développés et testés par l'écosystème» par Célia Corriveau et la présentation de la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides par Jean-Sébastien Caron de Montigny et Diibe Bakolimda.

Sur le plan théorique, une coopérative de travail permet aux professionnel·les de réfléchir au sens et aux objectifs de leur activité. Une étude menée au Québec montre que ce type de structure favorise une gouvernance démocratique et permet de travailler en préservant son épanouissement personnel. Autrement dit, une coopérative de travail offre aux jeunes professionnel·les un milieu d'apprentissage où ils peuvent aligner leur travail sur leurs valeurs, gagner en autonomie, gérer leur temps avec souplesse et évoluer dans un environnement plus sain, résilient et moins hiérarchique. Ces éléments renforcent la satisfaction professionnelle en mettant en valeur l'utilité sociale du travail accompli. La coopérative est ainsi un mouvement qui aide les praticiens à répondre aux besoins de leur milieu grâce à une démarche de co-construction favorisant l'innovation organisationnelle et sociale, tout en s'affranchissant du modèle d'entreprise classique, souvent moins horizontal.

En s'inscrivant dans une démarche de réinvention du travail, la coopérative de productrices Convergence, fondée en 1984 à Gatineau, peut être vue comme un mouvement ayant mené à la création formelle d'une coopérative en 1987. Ce texte retrace la naissance du projet, conçu pour offrir aux femmes — notamment aux minorités sexuelles — un cadre professionnel qui répondrait mieux à leurs attentes. Le modèle coopératif a ainsi servi d'outil pour exprimer leurs aspirations, en permettant la mise en place d'une gouvernance horizontale, démocratique et fondée sur l'égalité. Ce cadre a favorisé la reconnaissance des compétences et le développement d'une autonomie professionnelle en accord avec leurs valeurs. Aujourd'hui, Convergence est bien implantée à Gatineau, intègre aussi les femmes issues de la diversité, étend ses actions au Canada et à la Francophonie, et dispose d'un processus de relève assurant son renouvellement.

Les conclusions de l'étude sur l'influence sociétale de l'économie sociale montrent que ces entreprises répondent efficacement aux besoins de la population locale. L'intégration de méthodes d'impact social peut aussi améliorer le bien-être en renforçant les compétences des

fondateurs grâce à la collaboration. Pour accompagner les entrepreneur-es qui souhaitent créer une entreprise d'économie sociale, il a été nécessaire de recueillir des informations auprès des porteurs de projets afin de comprendre l'origine et l'évolution de leurs connaissances. Deux étapes ont été prévues. La première, la «phase d'idéation», s'est appuyée sur un atelier de pré-évaluation des acquis, centré sur des résultats qualitatifs et abordés de façon spontanée. L'objectif était de faire saisir l'importance des aspects qualitatifs dans leurs actions. Les participant-es ont unanimement reconnu l'utilité d'un accompagnement et exprimé un fort besoin de partage de connaissances. Ensemble, ils ont construit un schéma visualisant l'avancement du projet, ce qui a clarifié sa compréhension, son développement et son impact social et environnemental. Cette démarche illustre le lien entre recherche et pratique : analyser, synthétiser la littérature, conceptualiser les phénomènes, observer l'évolution des participants et offrir un regard extérieur pour renforcer l'apprentissage.

La CDR Outaouais-Laurentides présente l'économie sociale comme une approche entrepreneuriale innovante centrée sur les dimensions sociales, humaines et démocratiques, avec une répartition équitable des bénéfices et un objectif de bien-être collectif. Elle intervient de manière itinérante dans différentes municipalités, organise des ateliers sur les enjeux locaux et mobilise son incubateur spécialisé pour accompagner les transformations territoriales en tenant compte des particularités de chaque milieu. Ses actions ont eu des retombées concrètes, comme la Politique de l'économie sociale de la MRC des Collines-de-l'Outaouais (2020), qui combine approche ascendante et descendante pour renforcer la collaboration avec les communautés. La CDR souligne aussi les défis des coopératives : accès au financement, gestion partagée, parfois conflictuelle et manque de ressources en zones rurales. Les entrepreneurs venant de l'extérieur doivent également s'ancrer dans le territoire pour comprendre les réalités locales. La CDR accompagne donc les entreprises sociales, en démarrage ou établies, pour soutenir la transformation collective du territoire et encourager la conversion d'entreprises individuelles en entreprises collectives. Elle rappelle que, dans certaines communautés, l'économie sociale constitue un véritable mode de vie.

Pistes de réflexion



Comment les modèles coopératifs peuvent changer les modèles d'affaires en favorisant la création collective des entreprises ? Quels mécanismes mettre en place pour évaluer l'impact des entreprises coopératives dans les territoires ?



Repenser le travail par les coopératives? L'entrepreneuriat coopératif dans les secteurs réglementés au Québec

Myriam Michaud (TÉLUQ), Marie-Pierre Bourdages-Sylvain (TÉLUQ) et Jean-Luc Bédard (TÉLUQ)

Cette communication s'intéresse aux coopératives de travail comme modèle entrepreneurial innovant permettant de mieux concilier les quête de sens des professionnels et leurs aspirations au travail.

Elle s'appuie sur une étude de cas exploratoire de rares coopératives de travail œuvrant dans un domaine régi par un ordre professionnel (ci-après : coopératives de professionnels) au Québec. Elle explore les impacts de la formule coopérative et de la démocratie organisationnelle sur l'engagement et le sens

au travail des professionnels.

Bien qu'aspirant à un travail enrichissant sur les plans professionnels et personnels, plusieurs travailleurs se heurtent à différentes formes de pénibilité au travail. Les professionnels sont particulièrement concernés, l'exercice de leur autonomie et de leur jugement pouvant être bouleversé par la logique managériale et ses injonctions de contrôle et d'évaluation (Gabbioneta et al., 2019; Maestripietri et Bellini, 2023). Le rapport expressif au travail des professionnels risque d'en être affecté,

notamment lorsqu'ils se trouvent privés des éléments gratifiants qui donnent sens à leur activité (Bourdages-Sylvain et Côté, 2024).

Cette conjoncture complexe amène de plus en plus de professionnels à remettre en question les modèles d'organisations du travail traditionnels et à aspirer à une manière différente d'exercer leur profession. Les projets coopératifs émergent donc comme des voies alternatives pour répondre aux quêtes de sens des professionnels. La structure démocratique et participative des coopératives de travail offre un cadre unique où ils peuvent affirmer leur engagement envers des pratiques éthiques et durables, tout en bénéficiant d'une plus grande autonomie et d'une participation aux décisions. Les coopératives de travail permettent de «ré-imaginer le travail et la manière de travailler ensemble» (Cheney et al., 2023 : 7), ce qui a le potentiel de transformer l'économie en la rendant plus démocratique et plus juste (Huertas-Noble et al., 2021).

Au Québec, quelques rares cas récents montrent que des professionnels expérimentent la formule coopérative pour renouveler leur rapport au travail (Venne, 2020). On a ainsi vu apparaître quelques coopératives dans les domaines de l'ingénierie, de l'architecture et de la psychologie, des domaines encadrés par l'un des 46 ordres professionnels québécois. Leurs membres font état d'avantages au regard de leur engagement au travail,

de leur sentiment d'autonomie et de l'alignement avec leurs valeurs. Or, ces coopératives font face à des obstacles organisationnels, culturels et professionnels spécifiques, en raison notamment d'un contexte institutionnel rébarbatif à leurs besoins, de même que d'une méconnaissance du modèle coopératif par les organismes régulateurs.

Cette communication s'appuie sur une étude de cas exploratoire auprès de 6 coopératives de professionnels œuvrant dans différentes régions du Québec. Ses objectifs sont d'analyser les défis et les opportunités liés à la création, la gestion et la gouvernance de coopératives de professionnels et d'examiner l'impact de la structure coopérative sur les pratiques professionnelles et le sens au travail des professionnels. Les entretiens menés auprès de 18 membres de ces coopératives de travail permettent d'apprécier la manière dont les valeurs et l'identité coopérative influencent l'organisation du travail des professionnels et la façon dont elles contribuent à créer de nouvelles formes d'engagement dans le travail.



Un modèle d'affaires adapté au XXI^e siècle

Lyne Bouchard (Convergence) et Marie Pier Garneau (Convergence)

La coopérative de productrices Convergence, coopérative d'expertes conseils a choisi, dès ses débuts, un modèle de gestion et de gouvernance horizontale. Peu répandue à l'époque et toujours aussi innovante 40 ans plus tard, cette façon de faire a encore et toujours sa pertinence. Lyne Bouchard est l'une des membres fondatrices de la coopérative, se permettra un saut dans le temps afin d'exposer les raisons du choix d'une coopérative de productrices à une époque où le modèle n'avait d'existence légale.

La culture d'entreprise de notre coopérative encourage la collaboration et la flexibilité, également l'égalité, l'autonomie et la responsabilité collective. Les coopératrices ont la possibilité de participer à des projets divers, ce qui favorise le développement des compétences et des talents et offre la possibilité de

contribuer à élargir leurs compétences. Notre façon de faire nous a permis de ressortir du lot durant une période de grande transformation au sein de notre entreprise.

40 ans d'expérience en coopération c'est un bail d'expériences et de défis. Comment un modèle de vieux de 40 ans peut-être encore aussi pertinent en 2025!



Mesurer l'impact d'un projet entrepreneurial : des outils développés et testés par l'écosystème

Célia Corriveau (Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)

Cette présentation, portée par Célia Corriveau du Pôle d'économie sociale de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, en collaboration avec Nathalie Lachapelle (TÉLUQ) et Isabelle Lapointe (Concertation Horizon), aborde les défis de la mesure d'impact social pour les porteurs de projets entrepreneuriaux.

Le constat de départ est clair : les entrepreneurs peinent à planifier leur impact social, confondant souvent le « comment » avec le « pourquoi ». Malgré l'abondance d'outils disponibles, ils restent peu engagés dans des démarches évaluatives structurées, collectant des données sans intention précise et s'appuyant surtout sur des indicateurs quantitatifs.

La recherche s'appuie sur une définition de l'impact social inspirée de l'OCDE (2024), soit l'évaluation des changements mesurables au niveau du bien-être des personnes, de la communauté et de l'environnement naturel, attribuables aux activités de l'organisation.

La méthodologie suit cinq étapes : revue des écrits, collecte de données auprès des porteurs de projets, analyse des données (répétée trois fois), révision des ateliers selon les apprentissages, puis diffusion des résultats. Le programme ÉLABOR sert de cadre d'expérimentation, avec deux phases — idéation et incubation.

La version 1 des outils a révélé des résultats contrastés : si les participants ont bien cerné leur problématique sociale, aucun n'a réellement mesuré l'impact social selon les critères définis. Des pistes d'amélioration ont été identifiées pour la version 2, notamment clarifier la distinction entre résultats et impact social, réduire les exemples d'indicateurs et intégrer des hypothèses dès le départ. La conclusion souligne la valeur de l'alliance entre recherche et terrain pour produire des outils pertinents, itératifs et adaptés aux réalités des entrepreneurs sociaux.



Présentation de la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides

Jean-Sébastien Caron de Montigny (CDROL) et Diïbe Bakolimda (CDROL)

En ce qui concerne l'économie sociale, le point sur la Coopérative de développement régional (CDR) Outaouais-Laurentides permet de la définir comme une approche entrepreneuriale innovante qui met l'accent sur les aspects sociaux et humains en adoptant des principes démocratiques, en répartissant équitablement les bénéfices et en évitant de se concentrer uniquement sur l'accumulation de profits. Son objectif ultime est de contribuer au bien-être de la communauté et de répondre à des besoins et des aspirations via la création d'entreprises collectives. La Coopérative de développement régional (CDR) travaille avec les collectivités en région, se rendant dans diverses municipalités de l'Outaouais et

des Laurentides pour faire émerger des projets d'économie sociale. Elle organise des ateliers ou d'autres événements pour aborder des problématiques locales. De plus, elle est capable de faire appel à son incubateur en économie sociale, qui s'inspire des nombreux incubateurs à start-up dans le domaine technologique, mais en adoptant un rythme et une approche plus humaine. En ce sens, l'incubateur en économie sociale permet aussi à des projets de se développer plus rapidement en milieu rural, et ne vise pas uniquement les projets en milieu urbain. À cette fin, la CDR prend en considération les particularités de chaque territoire. Elle favorise ainsi la collaboration entre les acteurs locaux, ce qui permet d'opé-

rer des changements sur l'ensemble du territoire. La Politique d'économie sociale de la MRC des Collines-de-l'Ou-taouais, adoptée en septembre 2025, est un autre exemple d'une approche de co-construction entre les acteurs publics et associatifs mise de l'avant par la CDR pour développer les territoires via l'économie sociale. De plus, la CDR met en évidence les difficultés auxquelles font face les coopératives et OBNL, telles que l'obtention de financement, la gestion partagée et démocratique, la mobilisation des communautés et des bénévoles, etc. Les obstacles sont exacerbés dans les régions rurales où les ressources (humaines, financières, etc.) et les services d'accompagnement sont souvent limités, contrairement aux centres urbains. Le rôle de la CDR consiste à accompagner ses membres, soit les entreprises d'économie sociale (entreprises en démarrage ou existantes), dans leur volonté de contribuer à la transformation collective du territoire et de favoriser la capacité des régions à relever les défis liés à leur développement et leur vitalité, et ce en s'adaptant à la culture locale et aux spécificités de chaque collectivité (municipalité, MRC, région). Par ailleurs, la CDR est également sensible aux enjeux de relève entrepreneuriale en région, et encourage les entrepreneurs à réfléchir au modèle collectif de reprise des entreprises afin d'éviter des fermetures et des trous de service.

Innovation

Dans ce bloc, les échanges ont porté sur les sujets suivants : « L'économie présentielle : un modèle pour favoriser l'innovation et le développement en région au Québec ? » par Luc Foleu (UQAR), Roméo Martial TAPANG (UQAM) et Boubacar Diouf (UQAM). « Entreprendre dans la connaissance : l'université comme moteur d'opportunités entrepreneuriales en innovation et santé numérique » par Thierry Harris. « Présentation de Crewd.AI » par Johny Camara.

Les auteurs développent le concept de « district présentiel », une nouvelle vision du développement régional destinée à stimuler l'innovation dans les régions du Québec. Dans les territoires dépendants de l'exploitation des ressources naturelles, ce modèle vise à renforcer l'attractivité, favoriser l'exode urbain inversé et transformer la manière d'habiter le territoire. Il s'oppose à l'économie extractive, marquée par la dépendance à l'exportation, l'instabilité de l'emploi et de fortes inégalités. L'économie présentielle génère au contraire des effets multiplicateurs locaux, encourage l'ancrage territorial et permet de réinvestir sur place les richesses produites, même si elle comporte des limites comme la dépendance à des revenus externes, la précarité de l'emploi ou la vulnérabilité aux fluctuations économiques et touristiques. Pour dépasser ces limites, les auteurs proposent de la combiner avec le district d'innovation, qui rassemble des acteurs multisectoriels et favorise des services mixtes et des projets collaboratifs. Leur interaction crée un modèle hybride, qualifié de district présentiel innovant, qui associe proximité résidentielle, mobilisation des ressources locales et dynamique collaborative d'innovation.

Cette approche résonne avec la communication sur le rôle de l'université comme moteur d'opportunités entrepreneuriales en santé numérique. Le Centre AXEL, à Montréal, mobilise plus de 651 000 personnes et 43 chercheurs pour intégrer la technologie dans les soins de santé mentale. Il illustre la façon dont le milieu clinique et la recherche universitaire peuvent co-crée des solutions numériques, ouvrant la voie à de nouveaux modèles d'entreprises scientifiques, portés notamment par les avancées en intelligence artificielle.

L'importance de l'IA se retrouve aussi dans les nouvelles pratiques entrepreneuriales, comme l'exemple de Crewd.AI, active dans le secteur de la construction. L'entreprise identifie que le problème majeur n'est pas la pénurie de main-d'œuvre, mais son instabilité. Grâce à une démarche de codéveloppement, elle a conçu une IA capable d'analyser les échanges (SMS, messages vocaux) entre entrepreneur·es et travailleur·es pour faciliter la gestion des équipes. Sa plateforme met en relation les entreprises avec un large réseau de travailleur·es qualifié·es, fiabilisés par leur historique. Accompagnée par l'incubateur

Axeo, Crewd.AI montre que la co-construction et l'usage du numérique peuvent stimuler l'innovation et soutenir le développement des entreprises.

Pistes de réflexion

En quoi les innovations présentées dans ce bloc peuvent-elles traduire une transition numérique qui améliorera les conditions de vie des Québécoises et Québécois, en particulier dans les régions? Comment les modèles d'entrepreneuriat innovant qui se déploient dans les régions peuvent contribuer à examiner cette transition?

Comment les collaborations entre entreprises selon leur secteur d'activité, dans une démarche de co-construction à différentes échelles dans une région, peuvent-elles renforcer leurs capacités (d'investissement, de résilience, etc.) et déclencher des transformations importantes, allant jusqu'à inciter à l'exode urbain?



L'économie présentielle : un modèle pour favoriser l'innovation et le développement en région au Québec ?

Luc Foleu (UQAR), Roméo Martial Tapang (UQAM) et Boubacar Diouf (UQAM)

Au Québec, plusieurs régions connaissent un déclin économique et social, la crise de la société industrielle des années 1970 serait à l'origine de cette situation. L'analyse du contexte actuel donne à voir que la plupart des localités où la vitalité économique était principalement impulsée par les industries de transformation font face à une dévitalisation économique et sociale importante. Cela serait dû au fait qu'une part importante des ressources produites en région est plutôt mise en valeur dans les grands centres qui concentrent plus l'attractivité. Ceci a entraîné dans les régions, une pénurie de ressources (manque d'infrastructures,

manque de main-d'œuvre, etc.) surtout pour les régions éloignées (Shearmur, 2004; Gouvernement du Québec, 2018). C'est le cas de la Côte-Nord qui dépendait de l'industrie minière, forestière, la pêche, etc. (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2024) et qui a besoin de nos jours de mettre en place un nouvel élan économique innovant.

L'innovation, depuis Schumpeter (1942), est reconnue comme un élément clé, moteur du progrès économique, en raison de sa capacité à créer de nouveaux cycles de croissance à long terme. La croissance peut être envisagée tant sur

le plan national que local. Sur le plan local, la concentration d'entreprises et les écosystèmes d'innovation apparaissent comme des moteurs de la compétitivité régionale (Julien et St-Pierre, 2015; Thiaw, 2018). La littérature met aussi en exergue, le rôle de la proximité et de la collaboration comme accélérateur d'innovation et de productivité (Lethiais, 2018; Bertin, 2019). Les interactions entre les acteurs d'un écosystème et leur proximité contribueraient donc à la fertilisation d'un territoire par rapport à l'innovation.

Dans cette perspective, l'économie présentielle (EP) offre la possibilité de valoriser les ressources d'un territoire pour créer des emplois locaux (Davezies, 2009); son ancrage territorial permet de générer des emplois moins vulnérables aux mutations économiques mondiales (Talandier, 2013) donc de réduire la dépendance des régions éloignées envers les centres. Cela peut offrir aux régions, une option pour domestiquer leurs ressources et développer des écosystèmes d'innovation (Julien, 2005). Mais, selon Ruault (2017), l'EP peut avoir des sources de vulnérabilités. Ce serait donc un concept à développer avec des nuances ou en prenant en compte des spécificités territoriales, voire en le combinant avec d'autres éléments (les districts d'innovation, par exemple) pour maximiser sa pertinence.

Dans ce texte, nous discuterons des

caractéristiques et des principes clés de l'économie présentielle pour voir dans quelle mesure ces paramètres pourraient contribuer à l'émergence et au développement de l'entrepreneuriat innovant en région au Québec.



Entreprendre dans la connaissance : l'université comme moteur d'opportunités entrepreneuriales en innovation et santé numérique

Thierry Harris (Centre Axel)

Alors que l'université s'impose de plus en plus comme un catalyseur d'innovation, elle devient aussi un véritable incubateur d'opportunités entrepreneuriales. Cette présentation explorera comment les milieux académiques peuvent passer du rôle de producteur de savoirs à celui d'acteur économique stratégique, capable de transformer la recherche en impact concret.

En m'appuyant sur mon expérience au Centre AXEL (Université de Montréal/ CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal),

où je coordonne la mobilisation des connaissances en santé numérique et santé mentale numérique, je proposerai une réflexion sur les nouveaux modèles d'entrepreneuriat scientifique. Ces modèles émergent à l'intersection de la recherche, de la technologie et de l'action sociale, favorisant des collaborations inédites entre chercheurs, startups et institutions publiques.

À travers plusieurs études de cas issues de Savoir Innover — une série documentaire et médiatique produite par Car-

touche Media, consacrée à l'innovation scientifique et industrielle au Québec et à l'international — je présenterai des exemples concrets d'universités qui réussissent à convertir leur capital intellectuel en projets entrepreneuriaux porteurs : partenariats public-privé, transfert technologique et co-crédation d'entreprises à impact.

Une attention particulière sera accordée à l'intelligence artificielle appliquée à la santé, notamment aux initiatives émergentes en santé mentale numérique, qui illustrent comment les écosystèmes universitaires peuvent générer de la valeur tout en contribuant à un avenir plus humain, durable et inclusif.

Cette communication vise à ouvrir un dialogue sur la place de l'entrepreneuriat universitaire dans la transition numérique du Québec, et sur les conditions nécessaires pour en faire un levier d'innovation sociale.



Présentation de la startup Crewd.AI

Johny Camara (Crewd.AI)

Dans le paragraphe précédent, nous avons abordé la valeur de l'IA dans les soins de santé mentale. Cette valeur se retrouve également dans les nouvelles tendances entrepreneuriales québécoises. C'est le cas de Crewd.AI, une entreprise de placement de personnel spécialisée dans la construction, qui a pu mettre en évidence les défis auxquels font face les entrepreneurs dans ce secteur. Ceux-ci sont principalement liés à la qualité de la main-d'œuvre, à sa pénurie, à la fiabilité des travailleurs et à l'adaptation aux obligations juridiques, telles que l'obtention d'un permis d'agence. Pour relever ces défis, Crewd.AI a choisi une démarche de codéveloppement, qui lui permet d'établir un dialogue avec les entrepreneurs en construction. Cette démarche leur a permis de découvrir que ces entreprises ne font pas face à une pénurie de main-d'œuvre, mais qu'elles doivent composer avec l'instabilité de leurs effectifs, com-

posés de travailleurs qui ne restent que temporairement. Ces conditions obligent les entreprises de construction à renouveler constamment leurs équipes, ce qui entrave leur développement. Crewd.AI a également remarqué que l'un des principaux défis dans la gestion de ces travailleurs est que de nombreux entrepreneurs ne tirent pas pleinement parti des outils technologiques numériques qui leur permettraient de centraliser les données sur leurs ressources humaines. Comme la plupart des échanges entre entreprises se font par messages texte, Crewd.AI a développé une intelligence artificielle pour analyser les SMS et les messages vocaux échangés entre les travailleurs et les entrepreneurs de la construction. Cela facilite la gestion des équipes pour les entrepreneurs. En effet, la plateforme développée par Crewd.AI est une sorte de réseau numérique qui met en relation des entrepreneurs

avec un grand nombre de travailleurs qualifiés, fiables, dont on connaît le comportement grâce à leur expérience dans le réseau. Les entreprises gagnent ainsi beaucoup de temps en identifiant leurs futurs recrutements, puisque la plateforme leur fournit exactement la ressource nécessaire. Il s'agit donc d'un projet en constante évolution, qui profite de l'accompagnement de l'incubateur Axeo. Ce point sur Crewd.ia souligne que la collaboration (co-construction) est une méthode efficace pour favoriser le développement des entreprises et de l'innovation.

Accompagnement entrepreneurial

Ce bloc a abordé plusieurs sujets liés à l'accompagnement des entrepreneurs, notamment « Quand la sécurité financière freine l'engagement : un paradoxe de ressources dans l'entrepreneuriat hybride », écrit par Abderrahim Barakat et Étienne St-Jean, ainsi que « Vers une meilleure intégration des acteurs : enseignements du diagnostic de l'écosystème entrepreneurial de Shawinigan », écrit par Asmaa Dahalla et Étienne St-Jean. Le bloc s'est terminé par un panel sur l'accompagnement entrepreneurial en région, avec Francis Jodoin, Dominic Oury, Pierre Claret, et animé par Luc Landry.

Ce bloc traitait de l'accompagnement des entrepreneur-es à partir de deux études et d'un panel régional. La recherche menée auprès de 320 entrepreneur-es montre que les entrepreneur-es hybrides — à la fois salarié-es et créateur-rices d'entreprises — accumulent beaucoup de ressources pour sécuriser leur situation. Cette sécurité peut toutefois réduire leur engagement entrepreneurial lorsque leurs revenus familiaux sont suffisants. Leur motivation augmente surtout lorsqu'ils doivent répondre à des responsabilités familiales. L'accompagnement doit donc être adapté : certains ont besoin de soutien financier et logistique, d'autres d'un appui pour s'investir pleinement dans leur projet.

Une deuxième étude, réalisée à Shawinigan, révèle un manque de diffusion de l'information : plus d'un tiers des entrepreneur-es ne connaissent pas les ressources locales et avancent seuls. Les organismes comme le DigiHub, la SADC ou le CEADS jouent un rôle important, mais manquent de visibilité et de moyens. Malgré cela, les entrepreneur-es se montrent optimistes et 91 % souhaitent poursuivre le développement de leur entreprise.

Le panel a mis l'accent sur l'importance du réseau et de la communauté pour soutenir les compétences, la visibilité et l'innovation. Le DigiHub illustre bien cette dynamique en accompagnant les jeunes, en offrant un espace collaboratif et en facilitant l'accès à des technologies avancées, dont un ordinateur quantique. Les intervenant-es ont insisté sur la nécessité, avant toute collaboration, de partager des valeurs communes afin d'éviter tensions et blocages. Cela rappelle que l'identité et la cohésion sont essentielles au développement entrepreneurial régional.

Pistes de réflexion



Comment repenser les stratégies d'accompagnement en se basant sur les besoins réels des entrepreneur·es en fonction de leur réalités locales? En quoi le déploiement équitable des mesures d'accompagnement dans les territoires périphériques peut contribuer à dynamiser l'entrepreneuriat en région et favoriser l'émancipation des régions éloignées?



Quand la sécurité financière freine l'engagement : un paradoxe de ressources dans l'entrepreneuriat hybride

Abderrahim Barakat (UQTR) et Étienne St-Jean (UQTR)

La théorie de la Conservation des Ressources (COR; Hobfoll, 1989, 2001) postule que les individus cherchent à acquérir, préserver et combiner des ressources afin de réduire la menace de perte. Lorsque ces ressources s'accumulent, elles forment des caravanes de ressources qui sécurisent l'individu, mais peuvent paradoxalement diminuer sa motivation à investir davantage d'efforts. Ce principe constitue le point de départ de cette recherche, qui examine un paradoxe observé dans l'entrepreneuriat hybride : pourquoi les entrepreneurs disposant d'un capital de ressources plus important montrent-ils un engagement plus faible envers leur activité entrepreneuriale ?

À partir d'un échantillon de 320 entrepreneurs québécois, dont 140 hybrides, nous avons utilisé une approche de Propensity Score Matching (PSM) pour neutraliser les biais de sélection. Les résultats montrent que les entrepreneurs hybrides accumulent davantage de ressources que leurs homologues à plein temps : ressources organisationnelles (+41%, $p=0,012$) et émotionnelles (+39%, $p=0,020$). Conformément à la théorie COR, cette accumulation se traduit par une confiance accrue dans la probabilité de réussite (+13,5 points, $p<0,001$), mais simultanément par une intention de persister plus faible (-8,3 points, $p=0,004$). L'abondance de ressources, en réduisant la perception de menace, diminue la ten-

sion motivationnelle à poursuivre l'effort entrepreneurial.

Deux modérateurs structurent ce paradoxe. D'abord, la cohabitation conjugale ($p < 0,001$) : le désengagement n'apparaît que chez les hybrides vivant en couple, dont les revenus familiaux sont supérieurs de 32 % ($p < 0,001$). Ce double filet de sécurité (salaire propre + revenus du conjoint) atténue le risque perçu et réduit la nécessité d'un engagement soutenu. Ensuite, le nombre d'enfants (interaction $p = 0,030$; $p = 0,006$) révèle un effet de seuil : dans les couples avec peu d'enfants (1-2), la sécurité domine et le désengagement est maximal (-9,4 points), tandis qu'à partir de trois enfants, l'engagement augmente de 2,7 points par enfant ($p = 0,045$). Lorsque les charges familiales dépassent la capacité protectrice du filet, la menace de perte redevient saillante et réactive la mobilisation comportementale — un renversement conforme aux prédictions de la COR.

Ces résultats montrent que les effets de la sécurité sur l'effort entrepreneurial ne sont pas linéaires, mais contingents aux configurations de contraintes. L'accumulation de ressources, lorsqu'elle n'est pas compensée par des pressions contextuelles, engendre un paradoxe de confort : les entrepreneurs sécurisés sont psychologiquement protégés, mais comportementalement inactifs. Inversement, la surcharge familiale réintroduit la perception de risque et réactive la dynamique d'investissement.

Sur le plan pratique, ces conclusions suggèrent que les politiques de soutien à l'entrepreneuriat hybride devraient être différenciées selon les structures familiales. Les couples faiblement contraints gagneraient à être accompagnés dans la transition vers le plein entrepreneuriat pour surmonter l'effet d'inertie du confort, tandis que les familles nombreuses nécessitent un appui financier et logistique ciblé.



Vers une meilleure intégration des acteurs : enseignements du diagnostic de l'écosystème entrepreneurial de Shawinigan

Asmaa Dahalla (UQTR) et Étienne St-Jean (UQTR)

La présente étude menée en partenariat avec la Communauté Entrepreneuriale de Shawinigan (CES), dresse un portrait des dynamiques entrepreneuriales de Shawinigan. Deux enquêtes distinctes ont été réalisées en 2025 : la première auprès de 110 entrepreneurs et travailleurs autonomes, la seconde auprès de 68 membres de l'écosystème entrepreneurial. L'objectif était de comparer leurs perceptions quant à la qualité du soutien et de l'écosystème entrepreneurial.

Les résultats révèlent un fort ancrage entrepreneurial : 86 % des entrepreneurs se disent satisfaits de leur parcours et

91 % souhaitent poursuivre leur activité. L'innovation demeure un moteur essentiel, avec près des deux tiers ayant amélioré ou créé de nouveaux produits au cours des trois dernières années. Toutefois, les soutiens existants, bien que nombreux, apparaissent inégalement connus et mobilisés. Plus d'un tiers des répondants estiment que les programmes ou organismes de soutien n'ont eu que peu d'impact sur leur trajectoire, en partie par manque de visibilité et de coordination. Ce constat est corroboré par le fait qu'un tiers des acteurs de soutien déclarent ne pas connaître les activités des autres organismes.

Sur le plan institutionnel, l'offre d'accompagnement et de financement est jugée riche, mais dispersée. Les initiatives telles que Tête Première, la SADC, le CEADS ou le DigiHub sont perçues comme structurantes, tandis que les besoins en communication, en financement et en main-d'œuvre demeurent prioritaires. La Vallée de la transition énergétique (VTÉ) suscite des perceptions contrastées : considérée comme une opportunité par les acteurs institutionnels, elle est accueillie avec prudence par les entrepreneurs, qui attendent des retombées concrètes.

Cette étude met en lumière un écosystème dynamique, mais encore perfectible. Elle souligne la nécessité de renforcer la circulation de l'information, la concertation interorganismes et la visibilité des services existants, tout en adaptant les soutiens aux phases critiques de démarrage et de croissance. Ces enseignements offrent des pistes pour améliorer la cohérence et l'efficacité des dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat dans une perspective de développement territorial.



Table ronde – Accompagnement entrepreneurial en région

Pierre Claret (MAIN), Francis Jodoin (Cereso), Dominique Oury (DigiHub) et animée par
Luc Landry (Groupe Landry)

De même que dans les études précédentes, le panel de discussion sur l'accompagnement entrepreneurial en région a permis de souligner plusieurs informations et échanges de cette séance. Les intervenants ont souligné l'importance du réseau pour l'entrepreneur, en plus de la communauté locale. Ce réseau peut contribuer à améliorer les compétences des entrepreneurs et à favoriser la promotion de leurs projets, notamment sur le plan du marketing. En ce qui concerne le secteur consacré au patrimoine et à la muséologie de la Dighub de Shawinigan, les experts suggèrent d'automatiser la relation entre le public et le musée grâce aux avancées technologiques. Cela facilitera grandement l'analyse de l'expérience des visiteurs et la prévision de leurs attentes. Il est important de

souligner que Dighub s'engage auprès de la communauté de Shawinigan (dans les écoles et en invitant des membres de la communauté) pour stimuler l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Il les accompagne dans la création d'une startup en les connectant à d'autres acteurs économiques et en leur fournissant les ressources nécessaires pour développer leur projet. Le Dighub ne se contente pas d'être un incubateur et un accélérateur, mais il est aussi un espace de vie offrant des bureaux collaboratifs, des salles de réunion pour interagir avec les clients, des zones de détente et même un café-traiteur pendant les pauses. Cette approche différente du travail peut aider à dynamiser les employés. Chaque année, il accueille environ 1700 personnes (d'origines locales, caraïbéennes, etc.)

venues apprendre à utiliser la technologie pour développer leurs projets. En matière de communication, le Digihub publie régulièrement sur les réseaux sociaux (principalement sur LinkedIn, mais aussi sur Facebook). De plus, le Digihub possède un ordinateur quantique photonique, qui permet d'accélérer la recherche et l'innovation, pour répondre rapidement aux besoins de sa clientèle. Une chose importante qui ressort de ce panel est que, avant de s'associer à un partenaire, il faut se connaître et être certains de partager les mêmes valeurs. De cette manière, on évite de se retrouver coincés, sans possibilité d'avancer, à cause de conflits ou de tensions. Cela met en évidence l'importance de l'identité dans le développement entrepreneurial régional. Le panel a également permis de mettre en lumière le rôle complémentaire d'autres organismes d'accompagnement entrepreneurial présents au Québec. Le Centre d'expertise et d'accompagnement en innovation sociale (CERESO) contribue au développement régional en soutenant les organisations dans leurs projets grâce à la recherche appliquée, à l'évaluation des retombées, à la conception de solutions novatrices et au transfert de connaissances et de pratiques reconnues. De son côté, le Mouvement des accélérateurs d'innovation du Québec (MAIN) agit comme une porte d'entrée vers l'écosystème d'innovation québécois en facilitant l'accès aux ressources d'accompagnement, au financement, à la formation et aux réseaux d'expertise. Par la mutualisation des connaissances

et la collaboration, MAIN appuie l'accélération des entreprises et soutiens les acteurs d'accompagnement. Ces organismes participent à la création d'un écosystème favorisant l'entrepreneuriat innovant et constituent un levier pour le développement régional.

Entrepreneuriat artistique

Ce bloc s'est constitué autour d'un panel de discussion animé par Julie Bérubé avec comme intervenants et intervenantes Radhanatha Gagnon, Caroline Potvin et François St-Martin.

Pistes de réflexion



Quelle peut-être la place de la recherche création dans les nouveaux modèles d'entrepreneuriat culturel en région? Comment repenser l'entrepreneuriat artistique et créatif en région à l'aune de l'IA?



Table ronde – Entrepreneuriat artistique en région

Radhanatha Gagnon (UQAM), Caroline Potvin (Artiste professionnelle),
François St-Martin (Artiste entrepreneur) et animée par Julie Bérubé (UQO)

L'entrepreneuriat artistique est une approche qui se transforme au fil de la compréhension du produit ou du service à mettre de l'avant et du marché ou des opportunités de vente potentielles.

Les enjeux sociaux, économiques et régionaux liés à l'entrepreneuriat artistique «Les artistes sont des entrepreneurs hybrides, car ils ont, en plus de leur entreprise, un emploi alimentaire» (Gagnon, 2025). Cette affirmation évoque ses premiers pas dans le vidéomapping, et les questions qu'il s'est posées, par exemple : comment sortir du cinéma pour diffuser les contenus dans la rue? Comment adapter les formats selon l'espace de projection? Ces interrogations visaient à examiner les méthodes de collaboration avec d'autres artistes et créateurs pour rendre les contenus vidéo accessibles

dans l'espace public et favoriser les échanges entre les artistes et le public. Par exemple, l'invitation d'artistes au musée d'art de Joliette a permis de créer et de présenter le court métrage produit à la fin d'une période de dix jours. Le mouvement Kino, qui s'étend à l'échelle mondiale, offre aux cinéastes et aux amateurs l'opportunité de créer des films de manière bénévole. Il favorise une approche collaborative et créative, mettant en évidence la solidarité et la production conjointe. Ce mouvement encourage la participation active de divers groupes, tels que les auteurs, les spécialistes et le public, dans un esprit de collaboration. En fait, «l'art permet de créer des non-lieux» (Gagnon, 2025), c'est-à-dire qu'il a la faculté de transformer des espaces publics en endroits propices aux échanges. De ce fait, «l'art a le potentiel de faire

rayonner, de donner une personnalité à la ville» (St-Martin, 2025). Parmi les retombées positives de l'entrepreneuriat dans le domaine artistique, on peut citer l'embellissement du paysage urbain grâce à la sculpture, aux murales, à l'animation des rues par des activités culturelles attrayantes telles que les arts de la rue.

Continuons en examinant la relation entre la recherche et l'expérience d'un entrepreneur culturel. À cet égard, il est important de souligner que, dans le milieu de la recherche, la question de l'expérience pratique est souvent centrale. Il s'agit de se confronter et de découvrir le processus de création dans sa forme concrète, au-delà des connaissances théoriques. En d'autres termes, on peut s'inspirer de la recherche-crédation, qui combine à la fois la recherche et la création en prenant en compte la nature itérative du processus de création. Dans ce sens, la recherche peut être une solution permettant de passer de la théorie à la pratique et de surmonter les obstacles inhérents au processus. Grâce à la recherche, les chercheurs, créateurs et autres participants pourront collaborer et ainsi créer ensemble. Cela permettra à l'œuvre de s'intégrer dans son milieu local tout en procurant une expérience de création partagée. Ce processus permettra une reconnaissance locale des créateurs, leur conférant une certaine valeur dans la communauté.

En ce qui a trait au financement des ar-

tistes, il est crucial de les inciter à créer dans leur milieu afin qu'ils soient aidés, et ce, grâce aux subventions publiques visant à stabiliser le domaine artistique, qui revêt une grande importance sur le plan social. On ne devrait pas considérer les artistes comme des entrepreneurs au sens traditionnel du terme, car leur contribution est principalement immatérielle, même si elle n'en est pas moins réelle. Il est préférable d'examiner «le secteur culturel non seulement sous l'angle des dépenses, mais aussi sous l'angle du financement important qui lui est attribué grâce à la prise en compte de ses nombreuses retombées positives dans la vie de la communauté et dans le développement local» (Bérubé, 2025).

En bref, voici un aperçu des réalités de l'entrepreneuriat artistique dans les régions éloignées.

Compte tenu du dévouement des artistes à assurer leur subsistance et à promouvoir leur autonomie, contribuant ainsi à la notoriété des métiers artistiques, ils choisissent de rester en région, car ils sont proches des preneurs de décision et du public: «les contacts y sont très faciles et on ne ressent pas l'éloignement par rapport à Montréal» (St-Martin, 2025). En outre, «c'est la culture qui me pousse à rester, à valoriser et à mettre en avant notre identité. Par exemple, j'ai nommé mon chat Winigan, qui se prononce "chat-winigan". Je suis fier d'être ici et je veux partager ce que je sais, je ne voudrais pas être ailleurs». (Potvin, 2025).

Cela démontre qu'une forte identité, un sentiment d'appartenance, un ancrage et une proximité existent dans la région, ce qui en fait un environnement propice au développement professionnel des jeunes artistes et à la qualité de vie. Chaque région possède des ressources pour favoriser le secteur culturel, comme Culture Mauricie et Culture Côte-Nord, entre autres. De plus, les artistes, que ce soit en milieu rural ou urbain, ne doivent pas uniquement soumettre leur projet aux organismes qui ont la réputation d'aider à son développement; il est important qu'ils envisagent également d'autres sources de financement. Effectivement, il existe de nombreux acteurs publics, privés ou encore des particuliers en marge des voies conventionnelles du financement culturel qui peuvent apporter une aide précieuse. Au-delà du financement, il y a l'accompagnement, comme on peut le voir avec le Fab Lab du Digihub (Shawinigan), qui est ouvert à tous et où l'on cherche à comprendre les désirs du créateur afin de savoir comment l'aider. Il arrive que les membres du lab et les artistes se forment mutuellement, par exemple lors de la gravure sur un support inhabituel. Il est d'ailleurs encouragé aux artistes d'apprendre à manier les machines du lab, car cela leur permet de gagner un temps précieux en évitant d'avoir à attendre un technicien et de gagner en autonomie pour mener à bien leur projet.

L'entrepreneuriat artistique rencontre l'intelligence artificielle

Il est urgent de réglementer le domaine de l'entrepreneuriat artistique où l'IA peut à la fois favoriser ou entraver la création. François (2025) nous informe que l'utilisation de l'IA est interdite dans la production des BD, mais souligne qu'un collègue qui dessine à la main peut utiliser l'IA pour colorier. Pour Caroline (2025), il n'y a que très peu d'influences de l'IA dans son travail. Elle peut cependant servir à expliquer le fonctionnement d'une machine, mais non pas à créer une œuvre. Alors, l'IA peut intervenir à certaines étapes. D'où elle est d'accord avec ceux qui l'utilisent comme avec ceux qui ne l'utilisent pas. Les enjeux sont différents d'un artiste à un autre et la technologie ne devrait pas nous contraindre à l'utiliser. Ainsi, dans le cas des projets artistiques faisant usage de l'IA, il sera important de préciser la contribution de celle-ci, ainsi que la manière dont elle sera valorisée.

Ressource, santé et bien-être

Ce bloc a fait intervenir trois présentations. La première était intitulée «Comment les entrepreneurs protègent-ils leur santé mentale? Une revue systématique des leviers individuels, sociaux et organisationnels», une présentation d'Ismail El Alaoui, Étienne St-Jean, Florence Guiliani et Simon Coulombe. Ensuite, la deuxième présentation s'est penchée sur le sujet de «Le sarrau entrepreneurial», animé par Luc Landry. La troisième était consacrée à la thématique «Jeunes entrepreneur.e.s, les motivations pour démarrer un projet d'entreprise», présentée par Nathalie Lachapelle.

La première partie mettait en lumière les enjeux de santé mentale chez les entrepreneur-es. Une revue de 43 études montre que les pressions constantes du métier génèrent stress et isolement, et que la répartition des responsabilités, le maintien de liens sociaux et une meilleure sensibilisation sont essentiels pour préserver leur bien-être. Beaucoup hésitent toutefois à parler de leurs difficultés par peur d'être jugés. Le projet «Parapluie», déployé par MAIN, illustre la manière de mobiliser les ressources locales pour soutenir la santé psychologique. L'idée principale est que la communauté doit aussi protéger l'entrepreneur et encourager un équilibre travail-vie personnelle pour éviter le surmenage.

La seconde partie portait sur l'entrepreneuriat innovant en région, où les ressources sont limitées, mais où la proximité et la mise en commun des moyens favorisent les initiatives. Le DigiHub de Shawinigan est un exemple fort : un écosystème technologique qui appuie la transformation économique et sociale locale, réduit la dépendance industrielle et attire de nouveaux talents, y compris des entrepreneur-es immigrant-es. Le succès en région repose sur des collaborations entre institutions, municipalités, organisations et réseaux d'affaires, permettant de renforcer les capacités des entrepreneurs et de soutenir l'innovation locale.

Enfin, la troisième partie explorait les motivations des jeunes à se lancer en affaires. Une étude auprès de 14 jeunes durant la pandémie montre qu'ils ont profité de cette période pour créer leur entreprise, non par nécessité, mais par volonté d'améliorer leur qualité de vie et de contribuer à leur communauté. Leur vision se distingue de celle des générations précédentes : ils cherchent moins à combler un manque qu'à répondre à des aspirations locales. Des projets comme Bloom (2021), spécialisé en mobilier artistique, montrent comment ils transforment une crise en opportunité. Leurs défis majeurs concernent la création d'un réseau, l'accès aux ressources, la gestion du temps et l'apprentissage des réalités de l'entrepreneuriat, notamment la solitude et l'équilibre entre vie personnelle et travail.

Pistes de réflexion



En quoi les enjeux de santé mentale, de territorialisation ou encore de régionalisation de l'entrepreneuriat peuvent-ils représenter une redéfinition contemporaine de l'entrepreneuriat ? Comment la prise en compte d'une telle définition peut-elle influencer la situation des régions en favorisant l'attraction et la rétention des talents ?



Comment les entrepreneurs protègent-ils leur santé mentale ? Une revue systématique des leviers individuels, sociaux et organisationnels

Ismail El Alaoui (UQTR), Étienne St-Jean (UQTR), Florence Guiliani (U. Sherbrooke) et Simon Coulombe (U. Laval)

La santé mentale des entrepreneurs suscite un intérêt croissant au sein des recherches en entrepreneuriat et en psychologie du travail, compte tenu de son rôle déterminant dans la résilience, la performance et la poursuite des projets entrepreneuriaux. Un état psychologique positif favorise non seulement la persévérance, mais aussi la créativité et la capacité d'innovation, des dimensions clés du succès entrepreneurial (Baron, 2008; Stephan, 2018). De plus, un bon équilibre émotionnel permet aux entrepreneurs de

maintenir leur engagement face à l'incertitude et d'exploiter pleinement leur potentiel d'apprentissage et d'adaptation (Murnieks et al., 2020; Uy et al., 2013). Cette étude vise à identifier, classifier et synthétiser les stratégies, pratiques et programmes recensés dans la littérature scientifique visant à améliorer la santé mentale et le bien-être psychologique des entrepreneurs. En suivant le protocole PRISMA, une recherche systématique a été menée dans la base de données Scopus, à l'aide de combinaisons de

mots-clés liés à la santé mentale, au coping, à la résilience, au stress, au bien-être et à l'entrepreneuriat. Au total, 43 articles ont été retenus après un processus de sélection en plusieurs étapes (lecture des titres, des résumés et des textes complets, qualité de la revue, etc.). L'analyse thématique a permis de dégager cinq grandes catégories de stratégies d'amélioration de la santé mentale. (1) Les stratégies de coping centrées sur les problèmes (Baldacchino & Sassetti, 2025; Patzelt & Shepherd, 2011; Uy et al., 2013) incluent la planification, la résolution active et la réinterprétation positive, et se révèlent systématiquement associées à une réduction du stress perçu et à une augmentation du bien-être psychologique. (2) Les stratégies émotionnelles adaptatives mobilisent la pleine conscience, la méditation de bienveillance, la régulation émotionnelle et l'autocompassion (Coppens & Knockaert, 2024; Engel et al., 2019; Murnieks et al., 2020), qui permettent de diminuer la peur de l'échec, l'anxiété et la rumination. (3) Les pratiques de récupération et de régénération (Bennett et al., 2025; Williamson et al., 2018; Wolfe & Patel, 2020) portent sur le sommeil, le détachement psychologique, la relaxation et la maîtrise du temps hors travail; elles jouent un rôle central dans la prévention de l'épuisement émotionnel et dans la stimulation de la créativité. (4) Le soutien social et communautaire, sous forme de mentorat, de pairs, de réseaux d'entraide ou de coaching réflexif (Abonil et al., 2024; Fingas et al., 2025; Neneh,

2024), agit comme un amortisseur face au stress entrepreneurial et renforce la persévérance. (5) Enfin, les programmes institutionnels et organisationnels intégrant la santé mentale (Brown & Rees-Jones, 2025; Chang et al., 2022) combinent interventions psychologiques, formations à la résilience et développement du leadership conscient. Ces résultats confirment que la santé mentale des entrepreneurs repose sur un équilibre dynamique entre autorégulation individuelle, ressources interpersonnelles et dispositifs structurels de soutien. Cette revue met également en évidence un besoin de recherches longitudinales et expérimentales afin d'évaluer l'efficacité causale des stratégies recensées et de mieux cerner les mécanismes d'adaptation différenciés selon le genre, le contexte culturel ou le stade du processus entrepreneurial. En somme, la littérature converge vers une conclusion majeure : la santé mentale entrepreneuriale ne relève pas uniquement de la gestion individuelle du stress, mais d'une écologie de pratiques combinant cognition, émotions, comportements et relations sociales, constituant un levier fondamental pour la créativité, l'innovation et la poursuite des entrepreneurs dans leurs trajectoires entrepreneuriales.



Le sarrau entrepreneurial

Luc Landry (Groupe Landry)

Cette conférence vise à partager les enjeux et défis de l'attraction de l'entrepreneuriat innovant en région. Les PME sont le moteur économique mondial et selon les statistiques du gouvernement du Québec, celles-ci représentent 99,7 % des entreprises. L'attraction et la rétention des talents en région constituent donc un enjeu majeur pour la vitalité économique du Québec. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et de vieillissement démographique, les régions rivalisent d'initiatives pour attirer de nouveaux entrepreneurs et consolider un tissu économique local durable. Ces efforts doivent être appuyés par une mobilisation conjointe des acteurs municipaux, provinciaux, institutionnels et communautaires. La qualité de vie, la proximité des réseaux d'affaires et l'accompagnement offert aux porteurs de projets sont en partie des facteurs clés de succès.

Contrairement à la métropole, où

l'entrepreneuriat bénéficie d'un écosystème dense, compétitif et diversifié, l'entrepreneuriat en région se distingue par sa dimension humaine, son ancrage communautaire et sa capacité d'adaptation. La réalité à s'implanter en région et même reprendre une entreprise repose principalement sur un équilibre entre le développement économique et la contribution à la communauté locale. Les défis y sont toutefois spécifiques dont : l'accès limité à certains marchés, la rareté de la main-d'œuvre spécialisée, le financement plus difficile et l'exode des jeunes vers les grands centres.

Donc, comment faire pour être attractif et maintenir l'entrepreneuriat en région ? Pour soutenir cette dynamique, nous examinerons le soutien que certaines régions du Québec ont mis sur pied et l'impact réel sur le terrain. Quels sont ces incubateurs offrant différents services favorisant la création et la consolidation d'entreprises régionales innovantes. Sur

quoi repose leur approche permettant aux entrepreneurs de bâtir un réseau solide et de trouver rapidement les ressources dont ils ont besoin.

L'intégration des nouveaux entrepreneurs immigrants joue également un rôle clé dans la vitalité entrepreneuriale régionale. Ici, l'objectif est double : combler les besoins de relève et enrichir les régions par la diversité des profils et des idées. Quels sont les éléments contribuant à leur réussite ?

Ainsi, l'attraction et la rétention de l'entrepreneuriat innovant en région reposent sur une approche intégrée : un environnement accueillant, un réseau d'accompagnement solide, et une mobilisation collective pour transformer la vitalité régionale en moteur durable d'entrepreneuriat et d'innovation.

Entrepreneuriat de la diversité

Dans ce dernier bloc, nous avons parlé de «Fostering Innovative Small Businesses: The Role of Ethnic Entrepreneurship in Regional Development» présenté par Hamed Motaghi, Ali Salehi et Manel Kammoun. Ensuite, le thème «Accompagner l'entrepreneuriat immigrant en région : vers un modèle d'incubation inclusive» a été abordé par Meryem Kabbaj et Étienne St-Jean. Ibrahim Kabore a présenté «Présentation Entreprendre ici», un point de contact public pour orienter les entrepreneur-es au Québec. Jean Pierre Menguele a communiqué sur le thème «Attirer et retenir les entrepreneurs immigrants en région : résultats d'une évaluation d'impact et pistes d'action».

La séance montre que les entrepreneur-es immigrant-es jouent un rôle important dans le développement régional, bien que leur contribution soit encore sous-estimée. Leur culture, leurs réseaux et leur niveau d'éducation favorisent l'innovation locale, la création de nouveaux marchés et l'enrichissement de l'écosystème entrepreneurial. Cependant, leur intégration demeure difficile: manque de soutien, obstacles culturels, isolement, méconnaissance du marché et contraintes liées au statut migratoire. Beaucoup s'installent en région pour la qualité de vie, mais repartent vers les grands centres faute de réseaux ou d'accompagnement adapté.

Pour remédier à ces difficultés, l'étude de Kabbaj et St-Jean propose un programme d'incubation en trois étapes : pré-incubation (compréhension du marché), incubation (coaching, formation, réseautage) et post-incubation (conseil et financement). L'objectif est de faciliter l'intégration, d'améliorer l'accès aux ressources et de réduire les abandons de projets. Elle recommande aussi des formations hybrides, des outils spécifiques à l'entrepreneuriat ethnique, des services psychologiques et une meilleure sensibilisation au repreneuriat.

Les conférenciers suivants présentaient Entreprendre ici, un OBNL financé par le gouvernement pour soutenir l'entrepreneuriat issu de la diversité. L'organisme oriente les entrepreneurs, offre un service de télémédecine, remet une Bourse d'honneur à des entrepreneurs issus de la diversité et aide à créer des réseaux locaux. Son rôle est d'accompagner plutôt que de financer, car les principaux obstacles ne sont pas financiers mais liés à la compréhension du marché et à la crédibilité. La bourse sert surtout à gagner en visibilité, en matériel et en reconnaissance.

Selon l'évaluation d'impact, les entreprises soutenues génèrent encore peu de profits, car elles sont jeunes, mais la Bourse d'honneur améliore leur crédibilité et leur ancrage local. L'organisme contribue à un écosystème plus inclusif et innovant, où l'immigration devient une opportunité économique pour le Québec.

Pistes de réflexion



Quelle est la place de la culture dans l'entrepreneuriat de la diversité et comment cette culture peut cohabiter avec la culture locale pour engendrer des innovations ? Comment évaluer l'impact sur les porteurs de projet et les localités où sont implémentés des programmes d'accompagnement mis à disposition des entrepreneur·es immigrant·es ?



Fostering Innovative Small Businesses: The Role of Ethnic Entrepreneurship in Regional Development

Hamed Motaghi (UQO), Ali Salehi (UQO) et Manel Kammoun (UQO)

Innovative entrepreneurship has become a central driver of regional economic development, yet many regions struggle to attract and retain entrepreneurs capable of introducing new ideas, technologies, and business models. Within this context, ethnic entrepreneurship (EE) represents a largely untapped resource for fostering innovation and stimulating regional growth (Guerra-Fernandes et al., 2025). Ethnic entrepreneurs often operate at the intersection of multiple cultural, social, and economic networks, enabling them to identify unique opportunities and introduce novel business practices (Chassé, 2024; Julien, 2019). However, despite their potential, the role of EE in promoting innovation-led small business

development and regional prosperity remains underexplored, particularly in regions such as Quebec, where regional disparities challenge economic dynamism.

This research addresses this gap by investigating how ethnic entrepreneurship contributes to the development of innovative small businesses and, in turn, supports regional growth. Building on prior studies examining the effects of behavioral finance on ethnic entrepreneurship investment success, this study conceptualizes the mechanisms through which ethnic entrepreneurs leverage cultural knowledge, community networks, and strategic resource allocation to drive

innovation. The research emphasizes the dual impact of EE: on one hand, it fosters the creation of small businesses that are flexible, adaptive, and capable of introducing new products or services; on the other hand, it strengthens regional ecosystems by attracting talent, promoting diversity, and enhancing economic resilience. The study employs a qualitative methodology, conducting in-depth interviews with 20 ethnic entrepreneurs in Quebec. These interviews explore decision-making processes, investment behaviors, and network strategies that facilitate innovation. Through careful thematic analysis, the study identifies patterns in how ethnic entrepreneurs navigate challenges, capitalize on cultural and social resources, and develop innovative practices that enhance their business performance. By focusing on the lived experiences and insights of entrepreneurs themselves, this approach provides a rich understanding of the mechanisms through which EE contributes to both business innovation and regional development. Findings indicate that ethnic entrepreneurs contribute significantly to innovation through a combination of culturally informed business models, the adoption of emerging technologies, and active engagement in cross-border collaborations that connect local markets with global networks. Their businesses often demonstrate exceptional adaptability, resilience, and creativity, enabling them to identify unmet needs, respond swiftly to market shifts, and develop novel products or services tailored

to diverse consumer segments. Beyond business-level innovation, ethnic entrepreneurship fosters regional economic vitality by generating employment, diversifying local industries, and stimulating knowledge exchange across communities. Importantly, these entrepreneurs play a key role in attracting and retaining innovative talent in regions like Quebec, creating inclusive ecosystems that encourage collaboration, mentorship, and the circulation of ideas. Collectively, these contributions highlight the strategic value of integrating ethnic entrepreneurship into regional development policies, innovation strategies, and small business support initiatives, positioning EE as a critical driver of sustainable, innovation-led regional growth. By linking ethnic entrepreneurship to broader goals of innovative regional development, this study offers both theoretical and practical insights. It demonstrates that small businesses founded by ethnic entrepreneurs' function not only as economic actors but also as innovation catalysts capable of enhancing the competitiveness and sustainability of regional economies. Policymakers, business support organizations, and regional development agencies can leverage these insights to design inclusive programs that nurture ethnic entrepreneurial talent, stimulate innovation, and strengthen regional economic performance. Ultimately, this research highlights ethnic entrepreneurship as a vital, yet underutilized, component in building resilient, innovation-driven regional economies.



Accompagner l'entrepreneuriat immigrant en région : vers un modèle d'incubation inclusif

Meryem Kabbaj (UQTR) et Étienne St-Jean (UQTR)

La littérature portant sur l'entrepreneuriat immigrant confirme que ce dernier constitue une source de croissance économique et de développement social pour les pays d'accueil (Robertson & Grant, 2016; Albert & Lazzari Dodeler, 2020). Plusieurs études ont affirmé que les immigrants ont une intention entrepreneuriale plus forte et sont plus en mesure de créer une entreprise en comparaison avec les natifs (Peroni et al, 2016; Green, 2016 ; Cisneros et al, 2021). Les entrepreneurs immigrants sont également plus innovants (Brown et al, 2017) et portent une forte ambition d'accroître leurs exportations vers les marchés internationaux (Duhamel et al, 2022).

Toutefois, leur passage à l'acte demeure limité. Cette tension entre potentiel entrepreneurial et concrétisation s'explique notamment par une inadéquation persistante entre l'offre de services d'accompagnement et les besoins spécifiques des entrepreneurs immigrants, lesquels sont façonnés par leur statut migratoire, leurs trajectoires de vie et les particularités territoriales de leur installation.

Dans le cadre d'un projet de recherche Mitacs mené en partenariat entre l'Institut de recherche sur les PME et le Digi Hub, nous avons mené une étude afin d'identifier les besoins des entrepreneurs immigrants -notamment ceux installés en région - en matière

d'accompagnement entrepreneurial et à proposer un modèle d'incubation adapté à leur réalité. L'étude s'inscrit dans une approche compréhensive et mobilise une méthodologie qualitative combinant trois groupes de discussion (n=15) avec des entrepreneurs immigrants et huit entretiens semi-directifs avec des acteurs de l'écosystème entrepreneurial régional. Les données ont été analysées de manière inductive, en mettant l'accent sur les représentations des acteurs, leurs expériences et les conditions de l'accompagnement.

Les résultats révèlent que les contraintes liées aux statuts migratoires limitent l'accès aux programmes et au financement, accentuant le sentiment d'exclusion institutionnelle. Les entrepreneurs expriment par ailleurs des besoins multidimensionnels : (1) financiers, incluant l'accès à des subventions de démarrage et à des services professionnels abordables; (2) humains, tels que le mentorat et l'accompagnement par des conseillers ayant une double expérience entrepreneuriale et migratoire ; et (3) personnels, comprenant le développement de la confiance, la résilience et la gestion du changement. Ces besoins traduisent une conception holistique de l'accompagnement entrepreneurial, intégrant la dimension psychologique, culturelle et contextuelle du processus entrepreneurial en migration.

Sur la base de ces constats, un modèle d'incubation inclusif est proposé. Il se structure en trois phases :

- Exploration (pré-incubation) : identification du profil entrepreneurial et validation du couple individu/projet;
- Itération et consolidation (incubation) : accompagnement technique et coaching, mentorat, réseautage et formation à la carte;
- Croissance (post-crédation) : suivi personnalisé, appui à la levée de fonds et développement stratégique.

Ce modèle reconnaît le rôle des territoires comme milieux d'ancrage et de socialisation entrepreneuriale, en plaçant la collaboration inter-organisationnelle (incubateurs, CDEC, SADC, pôles d'économie sociale) au cœur du dispositif.

En conclusion, cette étude met en lumière la nécessité de repenser les logiques d'accompagnement selon une approche inclusive, contextualisée et expérientielle. Loin d'un modèle uniforme, l'incubation des entrepreneurs immigrants doit s'inscrire dans une perspective territoriale où l'apprentissage, le réseau et la reconnaissance jouent un rôle central dans la construction d'un entrepreneuriat régionalement innovant et socialement ancré.



Présentation de l'organisme Entreprendre ici

Ibrahim Kabore (Entreprendre ici)

En 2018, sous l'égide du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat 2017-2022, initié par le ministère de l'Économie et de l'Innovation, le gouvernement québécois a fondé une organisation vouée à favoriser l'entrepreneuriat diversifié. Son rôle principal est d'encourager le développement économique en mettant de l'avant et en intégrant la diversité culturelle dans le paysage entrepreneurial québécois. Entreprendre ici se positionne dans les étapes clés de la création d'entreprise en vous mettant en relation avec un conseiller qui évaluera où vous en êtes pour vous orienter et vous accompagner efficacement. De plus, Entreprendre ici offre un service de télémédecine disponible 24 heures sur 24 pour gérer les aspects de santé de tous les entrepreneurs, sans discrimination. À cela, on peut ajouter la Bourse d'honneur à l'échelle québécoise pour 24 entrepreneurs issus de la diversité.

Ce service gratuit permet de guider les entrepreneurs actuels et futurs vers les ressources nécessaires dans leur localité, ce qui permet de satisfaire jusqu'à 500 entrepreneurs par année. L'OBNL Entreprendre ici est également ouvert à la recherche collaborative sur l'entrepreneuriat. Il est important de noter que le taux de détermination des entrepreneurs immigrants est élevé, mais que le nombre final est faible en raison des défis économiques d'intégration qui peuvent entraîner une précarité chez les entrepreneurs de divers horizons. C'est pourquoi Entreprendre ici s'efforce de démontrer comment ces obstacles peuvent être pris en charge par les institutions plutôt que par les individus, ce qui pourrait accroître le nombre d'entrepreneurs immigrants. Parmi les obstacles que rencontrent les entrepreneurs de la diversité, la méconnaissance de leur produit au niveau local est un défi

de taille. Entreprendre ici est donc un service public qui aide les entrepreneurs à créer leur réseau en leur donnant accès aux ressources spécifiques de leur localité. Il propose également le entrepreneuriat comme une bonne option avec 80 % de succès chez ceux qui ont suivi cette voie. Il est également important de revoir les méthodes et l'ouverture au marché international, puisque 70 % des entrepreneurs immigrants exportent vers leur pays d'origine. De cette manière, ils peuvent transformer l'immigration en une opportunité économique pour le Québec et le Canada. Grâce à la bourse d'honneur, plusieurs entrepreneurs cherchent avant tout la crédibilité et la fiabilité, et non le financement. Notons que 35 % des candidatures à la bourse d'honneur proviennent des régions. Les deux derniers concours ont permis de couvrir les 17 régions administratives du Québec.

Entreprendre ici assure un suivi de sa clientèle grâce aux informations qu'il possède sur chacun des entrepreneurs. Il est important de considérer l'entrepreneuriat comme un moyen de promouvoir la diversité, ce qui entraînera un développement national et international, ainsi qu'une occasion d'apprendre à se connaître pour un avantage local et mondial. Cette organisation à but non lucratif s'appuie sur des mesures innovantes, telles que le taux de conversion des entreprises (objectifs actuels du gouvernement, tels que le financement personnel se transformant en capital de

risque, par exemple), la représentation régionale, qui constitue également un indicateur de changement, ainsi que le nombre d'emplois créés. En outre, des réflexions sont en cours et un partenariat avec certaines banques est envisagé pour trouver une manière plus concrète de financer les entrepreneurs immigrants. En ce qui concerne l'innovation, environ 22 % des entreprises situées dans les régions sont détenues par des entrepreneurs immigrants. L'intégration locale est un facteur clé pour réussir dans le programme de la Bourse d'honneur et de l'entrepreneuriat immigrant. Dans ce sens, la Bourse d'honneur n'est qu'un levier; ce qui est priorisé, c'est l'accompagnement auprès d'Entreprendre ici, cela s'explique par l'augmentation du nombre de candidatures à la bourse d'honneur, qui est passé à environ 900 candidatures. Pour postuler à la Bourse d'excellence actuelle, il faut non seulement exister légalement, mais aussi être actif et opérationnel, et pas seulement avoir une date de création.



Attirer et retenir les entrepreneurs immigrants en région : résultats d'une évaluation d'impact et pistes d'action

Jean Pierre Menguele (UQTR)

L'étude analyse l'impact de la Bourse d'honneur d'Entreprendre ici sur des entrepreneurs issus de la diversité au Québec, à partir d'une enquête menée en 2025 auprès de 451 participants, dont 24 lauréats. Les entreprises observées sont majoritairement jeunes, de petites tailles, avec des revenus et bénéfices modestes, ce qui reflète un stade de développement précoce. La clientèle est relativement jeune (42 % ont moins de 45 ans) et bien scolarisée.

L'étude montre que le financement, bien qu'important, n'est pas le principal besoin. Les principaux défis concernent

plutôt la compréhension du marché et la capacité à trouver des clients. Dans ce contexte, la Bourse agit comme un levier hybride dans lequel on retrouve le soutien financier, l'accompagnement, la crédibilité et l'accès aux réseaux. Les fonds sont surtout investis dans le développement (équipement, produits, marketing).

Les impacts de la Bourse sont surtout stratégiques et symboliques : renforcement de la crédibilité, reconnaissance et meilleure visibilité. La Bourse soutient aussi la persévérance entrepreneuriale et contribue à prévenir l'abandon des projets. Les entrepreneurs lauréats,

souvent établis au Canada depuis plus de 17 ans, tirent davantage profit des ressources disponibles.

Globalement, la Bourse favorise l'intégration économique, renforce la légitimité des entrepreneurs et contribue à un écosystème québécois plus inclusif, innovant et dynamique.

Biographies

A

Naomie Allard

Naomie est professionnelle de recherche à l'Université du Québec en Outaouais. Dans le cadre du projet PERSÉIS, elle occupe le rôle d'agente de concertation. Naomie s'est impliquée dans l'organisation de plusieurs événements scientifiques tels que le colloque Culture, régions et créativité numérique du 92e Congrès de l'Acfas, En/Jeux 2024 : Capitalisme, En/Jeux 2025 : Résistance et le colloque Économie créative, mieux-être et territoire.

B

Abderrahim Barakat

Abderrahim Barakat, Ph. D., est chercheur en entrepreneuriat, titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'Université Hassan II de Casablanca (Maroc) et doctorant en administration des affaires (DBA) à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Il s'intéresse à la survie des PME, à l'entrepreneuriat hybride, aux dynamiques d'engagement et au bien-être entrepreneurial. Ses travaux sont soutenus par le CRSH et Mitacs.

Julie Bérubé

Julie Bérubé est professeure titulaire au département des sciences administratives à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Elle détient une maîtrise en gestion de projet de l'UQO et un doctorat en management de HEC Montréal. Ses intérêts de recherche portent principalement sur la gestion des arts et de la culture. Elle a étudié notamment la culture en région, les questions d'équité, de diversité et d'inclusion dans le secteur culturel, les tensions identitaires des artistes et les effets de la pandémie sur le secteur culturel. Elle s'intéresse également à l'économie sociale, notamment lorsqu'elle est déployée dans le secteur culturel. Elle est titulaire de l'axe Culture en région de la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être. Elle est présentement responsable du MBA à l'UQO, campus Gatineau. Ses enseignements sont principalement en entrepreneuriat et en management.

Lyne Bouchard

Co-fondatrice de Convergence, coopérative d'expertes conseils, Lyne Bouchard a participé à créer une coopérative à l'image des femmes qui la compose. Elle a œuvré au sein de plusieurs organisations en droit des femmes et de la personne, en développement économique, coopératif et dans l'écosystème de l'économie sociale. De plus, elle a eu plusieurs mandats dans la sphère des services de santé et des services sociaux, en administration municipale et en développement culturel. Son expérience en développement organisationnel lui a également permis de concevoir différents cadres d'analyse adaptés aux besoins de ses clients. Tout récemment, elle s'est méritée la médaille de l'Assemblée nationale pour souligner son implication au développement des communautés.

C

Jean-Sébastien Caron de Montigny

Jean-Sébastien Caron de Montigny est conseiller au développement des entreprises collectives à la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides. Son travail vise à soutenir l'émergence et la pérennité d'entreprises collectives en région, en mettant en valeur leur rôle dans le développement durable et inclusif des communautés. Titulaire d'une formation universitaire, il a participé à plusieurs projets de recherche à l'UQO, explorant des thématiques liées à la démocratie locale, la participation citoyenne, le développement territorial et l'économie sociale. Passionné par les modèles collaboratifs et les initiatives locales, il s'intéresse particulièrement aux politiques municipales d'économie sociale et à leur appropriation par les acteurs du terrain.

Simon Coulombe

Simon Coulombe, Ph. D., est professeur titulaire au Département des relations industrielles de l'Université Laval. Il est titulaire de la Chaire de recherche en santé mentale, autogestion et travail, propulsée par Beneva, où il mène des recherches sur la promotion du bien-être et de la santé psychologique chez les travailleuses et travailleurs de divers milieux. Ses travaux se situent à l'intersection des relations industrielles et de plusieurs champs de la psychologie. Il a notamment dirigé deux enquêtes nationales sur la santé mentale dans les petites et moyennes entreprises (PME) au Canada.

D

Asmaa Dahalla

Asmaa Dahalla, titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Hassan II, est actuellement chercheuse postdoctorale à l'Institut de recherche sur les PME de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) au Canada. Elle s'est consacrée à la recherche scientifique, à l'enseignement universitaire et au conseil en accompagnement entrepreneurial. Ses intérêts de recherche portent sur les intentions intrapreneuriale et entrepreneuriale, les choix de carrière, les stéréotypes de genre en entrepreneuriat et les écosystèmes entrepreneuriaux.

Boubacar Diouf

Il étudie au doctorat en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

E

Ismail El Alaoui

Ismail Elalaoui, DBA, est chercheur postdoctoral à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et chargé de cours au campus de Longueuil. Ses intérêts de recherche portent sur la santé et le bien-être des entrepreneurs, l'identité entrepreneuriale, la résilience et l'engagement dans les trajectoires de carrière entrepreneuriale. Ses travaux ont été présentés dans plusieurs conférences nationales et internationales. Il collabore à divers projets portant sur la santé mentale des entrepreneurs, la création, la reprise et la transmission d'entreprises. Son approche se situe à la croisée de l'entrepreneuriat, de la psychologie du travail, du management et de l'éducation entrepreneuriale.

F

Luc Foleu

Luc Foleu est professeur en gestion à l'UQAR (Université du Québec à Rimouski). Il est titulaire d'un doctorat en administration des affaires de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Ses travaux de recherche portent sur l'entrepreneuriat et la performance des organisations; il s'intéresse particulièrement à la contribution des pratiques d'affaires à la compétitivité des PME, à la réussite et au bien-être des entrepreneurs, à l'entrepreneuriat culturel. Il est membre de la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être (CREAT).

G

Radhanatha Gagnon

Radhanatha Gagnon est un artiste, un chercheur et un enseignant dont la pratique se concentre sur les mécanismes de création collaborative et aux technologies numériques. Titulaire d'un doctorat en recherche-crédation de l'UQAM, il s'intéresse aux dynamiques collaboratives propres aux laboratoires d'expérimentation cinématographique et aux relations entre l'art, la technologie et l'espace public. Depuis sa fondation en 2004, Art Partage est un centre de création en arts médiatiques situé à Lanaudière. Il en assure la direction et y développe des projets qui tentent d'explorer de nouvelles approches créatives, comme des déambulations cinématographiques, des parcours sonores, des ateliers en arts numériques pour la jeunesse, et des œuvres de vidéomapping réalisées en collaboration avec des artistes et des institutions culturelles. Chargé de cours à l'École des médias de l'UQAM, il enseigne le cinéma, les technologies numériques et les pratiques médiatiques émergentes. Son travail a été présenté au Québec, en Europe et en Amérique latine. Il est également co-commissaire d'Ondulation (2024-2025), projet de vidéomapping réalisé avec le Musée d'art de Joliette.

Florence Guiliani

Florence Guiliani, Ph. D., Professeure en Entrepreneuriat à l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke et Directrice de Derrière la Façade, Florence est également Chercheure responsable de l'antenne Québec de l'observatoire Amarok. Ses recherches portent sur la santé des entrepreneur.e.s, plus spécifiquement, le sommeil et ses répercussions cognitives et entrepreneuriales et elle travaille sur le sujet depuis 2012. Ses travaux ont été publiés dans des revues scientifiques et présentés dans des congrès nationaux et internationaux, mais également lors de conférences et d'ateliers auprès d'entrepreneurs et de groupements de dirigeants. Elle est 1ere auteure du guide sur la santé mentale et le bien-être des entrepreneur.e.s financé par le ministère de l'Économie, de l'innovation et de l'énergie.

H

Thierry Harris

Communicateur inspiré et bâtisseur de coalitions, Thierry Harris rassemble les gens et les idées à la croisée du monde académique et des affaires. Il a débuté sa carrière à Radio-Canada International, où il a produit des émissions primées, avant de fonder Cartouche Média, une société de production qui conçoit des contenus percutants à l'intersection de la recherche, de l'innovation et de l'industrie. En tant que cofondateur de Savoir Innover (International Entrepreneurship Knowledge Hub), Harris bâtit des ponts entre chercheurs, entrepreneurs et institutions afin de faire progresser la transformation numérique. Aujourd'hui, il poursuit cette mission au Centre Axel (Université de Montréal), en collaborant avec des chercheurs pour faire avancer l'innovation en santé mentale.

K

Meryem Kabbaj

Meryem Kabbaj, Ph. D. est chargée de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Elle a également été chercheuse postdoctorale à l'Institut de recherche sur les PME (InRPME). Ses travaux portent sur l'entrepreneuriat social et collectif, l'intention entrepreneuriale des jeunes et l'accompagnement entrepreneurial. Meryem a également travaillé comme consultante en développement économique et en entrepreneuriat auprès de plusieurs organisations internationales telles que la Banque mondiale, le British Council et la GIZ.

Manel Kammoun

Manel Kammoun est professeure titulaire de finance à l'Université du Québec en Outaouais et co-responsable des programmes MBA au campus de Saint-Jérôme. Elle a obtenu un doctorat en finance de l'Université Laval, avec mention d'honneur. Ses intérêts de recherche portent sur les fonds mutuels, les mesures de performance, l'évaluation d'actifs financiers, la finance empirique et la finance responsable. Elle a notamment publié dans des revues de grande renommée telles que : Journal of Financial and Quantitative Analysis. Les résultats de ses recherches ont été présentés dans de nombreuses conférences telles que Financial Management Association (FMA), European Financial Management Association (EFMA), World Finance Conference (WFC), Northern Finance Association (NFA), etc. Elle a obtenu à plusieurs reprises des subventions de recherche et des mentions d'honneur pour la qualité de ses recherches lors des conférences. Elle enseigne également plusieurs cours de premier et deuxième cycles et dirige les travaux de recherche de plusieurs étudiants de deuxième cycle en finance. Elle a également dirigé le projet de création de deux salles de marchés à l'UQO.

L

Nathalie Lachapelle

Nathalie Lachapelle est titulaire d'un doctorat conjoint des universités McGill, HEC, Concordia et UQAM en administration. Elle détient également une double diplomation en administration des affaires (M.B.A.) de l'UQAM et de Paris-Dauphine, ainsi que d'un baccalauréat en administration, option finance. Elle cumule plus de 20 ans d'expérience en accompagnement auprès d'entrepreneurs, ainsi que de très petites entreprises (TPE) et de petites et moyennes entreprises (PME). Professeure à l'École des sciences de l'administration de la TÉLUQ, ses champs de recherche portent sur la gestion des connaissances particulièrement pour le management décisionnel et innovateur de l'entrepreneur, le management des TPE/PME/PMO, le processus de création et d'innovation, ainsi que le management et les technologies.

Luc Landry

Luc Landry est membre de l'Ordre des Administrateurs agréés du Québec, chargé de cours au département de l'administration de l'UQO et spécialiste en développement des affaires. Luc siège sur le conseil d'administration de la chambre de commerce et d'industrie de Thérèse-de-Blainville (CCITB) à titre de président. Son mandat est d'assurer que la CCITB offre les outils facilitant la réussite des entreprises de la région ainsi qu'un leadership à travers les Laurentides. Depuis toujours, Luc s'investit dans la réussite entrepreneuriale par son implication auprès d'entreprises ou encore par sa participation active au sein de conseils d'administration d'organisations de sa communauté. Son engagement repose sur une volonté constante de contribuer au succès collectif. Il privilégie une approche fondée sur l'écoute, la disponibilité et la collaboration, afin de soutenir efficacement les entrepreneurs, les gestionnaires et leurs équipes. Fort de plus de 35 années d'expérience, il a développé une expertise approfondie en gestion, en gouvernance, en planification stratégique, en accompagnement d'équipes et en coaching de dirigeants. La réussite des organisations et des personnes qu'il a accompagnées constitue pour lui la plus grande reconnaissance de son engagement et de ses compétences.

M

Myriam Michaud

Myriam Michaud est professeure et chercheure en entrepreneuriat social à l'Université TÉLUQ depuis 2022. Détentrice d'un doctorat en management (Ph. D.) obtenu à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval (FSA ULaval), ses domaines de prédilection sont la gouvernance des entreprises collectives, l'entrepreneuriat social et les paradoxes dans la gestion et la gouvernance des entreprises d'économie sociale. Elle a enseigné à titre de chargée de cours à la FSA ULaval et à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyères de l'Université Saint-Paul et est formatrice au Collège des administrateurs de sociétés ainsi qu'à l'École d'entrepreneuriat de Québec. Elle évolue depuis de nombreuses années au sein du mouvement de l'économie sociale, ayant notamment participé à la création, la gestion et la gouvernance de plusieurs coopératives et organismes à but non lucratif.

Hamed Motaghi

Hamed Motaghi est professeur agrégé en gestion des technologies d'affaires à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et directeur de l'International Entrepreneurship Knowledge Hub à l'Université McGill. Il préside également le Business Technology Management Governing Council. Chercheur interdisciplinaire, il est membre fondateur du Centre for Media and Society (HEC Montréal), membre du Centre interdisciplinaire de recherche et d'innovation en cybersécurité et société (CIRICS), et de la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être. Titulaire d'un doctorat en gestion de la technologie (UQAM) avec distinction, il détient aussi une maîtrise de l'Université Paris-Dauphine et un diplôme d'ingénieur de l'Université Pierre et Marie Curie. Ses recherches portent sur la gestion des systèmes d'information, l'innovation et la créativité, la transformation numérique et le rôle des technologies dans l'entrepreneuriat et l'internationalisation des entreprises.

S

Ali Salehi

Ali Salehi est récemment diplômé du doctorat en gestion de projet avec la mention excellente à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Il est actuellement chercheur à la TÉLUQ. Sa thèse a porté sur les facteurs de succès des projets d'investissement entrepreneurial ethnique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites entreprises opérant au Québec. Au cours des dernières années, il a activement contribué à plusieurs groupes de recherche spécialisés en gestion, études organisationnelles, développement des affaires, gestion de projet et entrepreneuriat, avec un intérêt marqué pour l'entrepreneuriat ethnique et immigrant. Ses axes de recherche incluent également l'innovation dans les petites et moyennes entreprises (PME), la gestion durable de projet, ainsi que le rôle de la diversité culturelle dans la réussite organisationnelle. Passionné par la mise en pratique des connaissances issues de la recherche, il s'intéresse particulièrement aux moyens de créer des ponts entre le monde académique et les pratiques d'affaires réelles.

François St-Martin

À la fois auteur, communicateur et entrepreneur, François St-Martin est impliqué dans le milieu culturel depuis près de 30 ans. Il se consacre aujourd'hui à la scénarisation et la mise en marché de bandes dessinées, en compagnie de son associé, le dessinateur Marc Bruneau. En plus du volet d'édition de livres, il présente régulièrement des animations dans les écoles, les bibliothèques et les organismes communautaires. Par la réalisation de différents mandats, il s'est également spécialisé dans l'utilisation de la bande dessinée comme outil de communication, d'information et de sensibilisation. Tout au long de sa carrière, il a toujours su faire cohabiter l'art et l'entrepreneuriat. Après une formation universitaire en communication, il a œuvré à la direction des journaux culturels *Le Sorteux* et *Voir Mauricie*, puis à la direction des communications de Culture Shawinigan. Parallèlement à sa démarche d'artiste-entrepreneur, il occupe le poste de coordonnateur aux communications pour le Centre d'entrepreneuriat Alphonse-Desjardins.

T

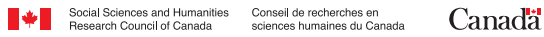
Roméo Martial Tapang

Il étudie au doctorat en études urbaines à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est par ailleurs membre étudiant de : la Chaire de recherche en économie créative et mieux-être (CREAT), du Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES) et de la Chaire entrepreneuriat altérité et société (CEAS). Il est également membre du Collectif de recherche sur les innovations économiques, sociales et territoriales (CRIEST).

Avec la participation financière du :



<https://doi.org/10.69777/340654>



Vous pouvez visionner les capsules vidéo thématiques, réalisées dans le cadre du colloque, à partir de ce [lien](#).

